

LA NEWSLETTER DU SAMOS LEGAL CENTRE



Bienvenue à la 21e édition de la newsletter du Samos Legal Centre ! En juin, un naufrage dévastateur s'est produit au large des côtes grecques, une semaine avant les élections législatives nationales. L'accès à l'asile en Grèce continentale est resté quasiment inexistant, laissant les demandeurs dans l'impossibilité de déposer leur demande d'asile. A Samos, l'équipe d'ASF France a célébré le Mois des Fiertés LGBTQIA+ et s'est empressée de préparer les demandeurs à leur entretien d'asile. Plus d'informations ci-dessous :

Contexte



Naufrage dévastateur au large des côtes grecques

Le 14 juin, un bateau transportant entre 400 et 700 migrants a chaviré et coulé au large de la côte ouest de la Grèce. Les autorités grecques ont confirmé la mort de 78 personnes et indiqué que 104 survivants - originaires pour la plupart de Syrie, d'Égypte et du Pakistan - avaient été ramenés sur le rivage. La police a signalé jusqu'à 500 disparus, et des témoins ont déclaré qu'environ 100 enfants se trouvaient dans la cale du navire. Les reportages sur l'incident ont remis en question les actions des autorités grecques, avec des témoignages de survivants et des accusations de négligence, voire de responsabilité directe, à l'encontre des garde-côtes grecs. La politique migratoire stricte de la Grèce a également fait l'objet d'une brève attention de la part des médias internationaux.

Neuf survivants d'origine égyptienne ont été rapidement inculpés pour participation à une organisation criminelle, d'homicide involontaire et d'avoir provoqué un naufrage. 3 jours de deuil national ont été annoncés et des manifestations ont eu lieu dans tout le pays, notamment à Samos le 15 juin sur la place principale. Toutefois, à l'approche des élections législatives grecques, les médias nationaux ont continué à se concentrer sur les questions économiques nationales.



Élections législatives grecques, deuxième tour

Les élections législatives nationales ont eu lieu en Grèce le 25 juin. Le parti conservateur grec Nouvelle Démocratie a remporté une victoire écrasante avec un peu plus de 40 % des voix, formant ainsi un gouvernement pour un second mandat de quatre ans. Trois partis d'extrême droite ont également été élus au gouvernement, ne laissant qu'un seul parti de gauche au gouvernement

Poursuite de l'arrêt des activités du service d'asile

En juin, de nouveau, le service national d'asile en Grèce n'a plus eu accès à son système interne de fichiers en raison d'une révision programmée du serveur. Bien que les entretiens d'asile se soient poursuivis et que certains courriels aient été traités, le service d'asile n'a pas pu enregistrer de nouvelles demandes d'asile, ni remettre de dossiers aux représentants légaux, ou encore pu rendre de décisions positives ou négatives en matière d'asile.

À Samos, 81 nouveaux arrivants n'ont pas pu enregistrer leur demande d'asile et ont été placés en détention de facto pendant plus d'une semaine. Entre le 7 et le 23 juin, il y a eu une brève reprise des opérations, avec un afflux de documents et de décisions, et les acteurs juridiques ont été rapidement débordés, avant que le système ne s'arrête à nouveau.

ASF France s'est jointe à cinq organisations juridiques en Grèce pour demander le rétablissement immédiat de toutes les procédures d'asile en Grèce, afin de s'assurer que le droit de demander l'asile est garanti et que les demandeurs ne sont pas laissés dans l'incertitude juridique. Lire la déclaration complète [ici](#) :



Activités du Samos Legal Centre Mois des fiertés LGBTQIA

En l'honneur du Mois des Fiertés, qui célèbre l'impact des personnes LGBTQIA+ sur l'histoire et leur lutte continue pour les droits civiques et l'égalité de la justice, ASF France s'est attachée à amplifier les voix des bénéficiaires qui ont traversé la procédure complexe d'asile à Samos en tant que personnes LGBTQIA+. Leurs témoignages ont mis en lumière les difficultés uniques rencontrées par cette communauté et la nécessité de créer des espaces sûrs pour les groupes vulnérables.

"Je ne peux pas encore imaginer ma vie en Grèce, car dans ce camp de réfugiés, je ne me sens pas en sécurité. Je suis ici depuis cinq mois, mais je ne peux pas exprimer qui je suis, alors je cache toujours mon identité comme avant. J'attends ma décision et c'est très stressant. J'espère qu'ils me croiront parce que je ne pourrai jamais retourner dans mon pays" - S. de l'Ouganda.

"Lorsque j'ai rencontré les avocates, je me suis sentie en sécurité, parce que je vous parlais comme une femme à une autre femme, et je pouvais voir que vous me croyiez. Mais dans le camp, il n'y a pas de soutien pour les personnes LGBT, il n'y a que des organisations à l'extérieur. Dans le camp, je cache mon identité et je ne parle à personne. Vous rencontrer m'a beaucoup aidé, car je me suis senti plus à l'aise lors de l'entretien sur l'asile et j'ai pu raconter mon histoire en toute confiance. J'attends toujours de savoir ce qui va se passer ensuite". - K de l'Ouganda

Plus d'informations [ici](#).



Bonne nouvelle !

Ce mois-ci, l'équipe du Centre juridique de Samos a célébré le fait que M*, originaire de Syrie, a finalement reçu une protection internationale de la Grèce. M* s'était rendu au centre juridique l'année dernière pour demander de l'aide, après avoir vécu plusieurs semaines sans logement dans la ville de Samos. Il n'avait aucun document confirmant son nom, sa nationalité ou sa date de naissance. Bien qu'il se souvienne d'avoir eu un entretien avant d'être libéré, il ne savait pas ce qu'il était advenu de son dossier.

Une avocate d'ASF France a entrepris d'établir son statut juridique, passant des mois à faire la liaison entre la police grecque, les services judiciaires et les autorités chargées de l'asile. Au bout de deux mois, il a finalement été confirmé que son entretien d'asile avait eu lieu et que la décision était prête mais ne pouvait être délivrée en raison d'un malentendu de la part des autorités pénales. ASF France a passé six mois supplémentaires à plaider auprès de cette autorité pour qu'elle délivre sa décision. Enfin, ce mois-ci, après 8 mois à vivre sans logement à Samos, M* a reçu le statut de réfugié de la Grèce.

Le cas de M* souligne l'importance de l'aide juridique dans le cadre de procédures complexes, longues et lentes impliquant de multiples autorités. Il attend maintenant de recevoir sa carte d'identité grecque et de pouvoir enfin reprendre sa vie en Grèce.



29

Chiffre du mois

29 référencements externes ont été envoyées par l'équipe d'ASF France à ses partenaires à Samos ce mois-ci. Ces référencements ont pour but de s'assurer que les besoins non légaux des demandeurs sont satisfaits, et de fournir un soutien holistique et commun aux personnes en mouvement. Ce mois-ci, ces référencements concernaient des demandes de soutien psychologique, de soins de santé primaires supplémentaires et de signalement des problèmes de protection au HCR et aux autorités.

Au total, 271 consultations ont été menées en juin, et 29 nouveaux bénéficiaires (18 hommes et 11 femmes) ont été accueillis au centre juridique. 35 rendez-vous de préparation d'entretien ont été réalisés, ainsi que 9 séances de recours. Les avocates d'ASF France ont soumis 42 demandes d'intervention auprès des autorités pour défendre les requérants, et 101 séances de gestion de dossiers ont été réalisées.

Ce mois-ci, au moins 8 bénéficiaires ont reçu un #refugeestatus à Samos !

